

## Table analytique des arrêts prononcés par la Cour de justice en 2001

Affaire	Date	Parties	Objet
<b>AGRICULTURE</b>			
C-247/98	11 janvier 2001	République hellénique / Commission des Communautés européennes	FEOGA Apurement des comptes Exercice 1994
C-403/98	11 janvier 2001	Azienda Agricola Monte Arcosu Srl / Regione Autonoma della Sardegna, Organismo Comprensoriale n. 24 della Sardegna, Ente Regionale per l'Assistenza Tecnica in Agricola (ERSAT)	Exploitant agricole à titre principal Notion Société à responsabilité limitée
C-333/99	1 <sup>er</sup> février 2001	Commission des Communautés européennes / République française	Manquement d'État Régime communautaire de conservation et de gestion des ressources de pêche Contrôle des activités de pêche et des activités connexes Inspection des bateaux de pêche et contrôle des mises à terre [articles 5, paragraphe 2, du règlement (CEE) n° 170/83 et 1 <sup>er</sup> , paragraphe 1, du règlement (CEE) n° 2241/87] Interdiction provisoire des activités de pêche (article 11, paragraphe 2, du règlement n° 2241/87) Action pénale ou administrative contre les responsables de violations de la réglementation communautaire relative à la conservation et au contrôle (articles 5, paragraphe 2, du règlement n° 170/83 et 1 <sup>er</sup> , paragraphe 2, du règlement n° 2241/87)
C-278/98	6 mars 2001	Royaume des Pays-Bas / Commission des Communautés européennes	FEOGA Apurement des comptes Exercice 1994 Céréales et viande bovine

Affaire	Date	Parties	Objet
C-316/99	8 mars 2001	Commission des Communautés européennes / République fédérale d'Allemagne	Manquement d'État Directive 96/43/CE Non-transposition dans le délai prescrit
C-176/00	8 mars 2001	Commission des Communautés européennes / République hellénique	Manquement d'État Non-transposition des directives 96/24/CE et 96/25/CE
C-41/99 P	31 mai 2001	Sadam Zuccherifici, divisione della SECI Società Esercizi Commerciali Industriali SpA, Sadam Castiglione SpA, Sadam Abruzzo SpA, Zuccherificio del Molise SpA e.a. / Conseil de l'Union européenne	Pourvoi Sucre Règlement (CE) n° 2613/97 Aides en faveur des producteurs de sucre de betterave Suppression Campagne 2001/2002 Recours en annulation Personnes physiques ou morales Irrecevabilité
C-100/99	5 juillet 2001	République italienne / Conseil de l'Union européenne et Commission des Communautés européennes	Politique agricole commune Régime agromonétaire de l'euro Mesures transitoires pour l'introduction de l'euro Règlement du Conseil (CE) n° 2800/98
C-365/99	12 juillet 2001	République portugaise / Commission des Communautés européennes	Police sanitaire Mesures d'urgence contre l'encéphalopathie spongiforme bovine Maladie dite «de la vache folle»
C-189/01	12 juillet 2001	H. Jippes, Afdeling Groningen van de Nederlandse Vereniging tot Bescherming van Dieren, Afdeling Assen en omstreken van de Nederlandse Vereniging tot Bescherming van Dieren / Minister van Landbouw, Natuurbeheer en Visserij	Lutte contre la fièvre aphteuse Interdiction de vaccination Principe de proportionnalité Prise en compte du bien-être des animaux
C-374/99	13 septembre 2001	Royaume d'Espagne / Commission des Communautés européennes	FEOGA Apurement des comptes Exercice 1995 Aides à la consommation pour l'huile d'olive Primes aux ovins et aux caprins

Affaire	Date	Parties	Objet
C-375/99	13 septembre 2001	Royaume d'Espagne / Commission des Communautés européennes	FEOGA Apurement des comptes Exercices 1996 et 1997 Stockage public de viande bovine
C-263/98	20 septembre 2001	Royaume de Belgique / Commission des Communautés européennes	FEOGA Apurement des comptes Exercice 1994 Céréales et viande bovine
C-442/99 P	27 septembre 2001	Cordis Obst und Gemüse Großhandel GmbH / Commission des Communautés européennes et République française	Pourvoi Organisation commune des marchés B a n a n e s Importations des États ACP et des pays tiers Demande de certificats d'importation Mesures transitoires Règlement (CEE) n° 404/93 Principe d'égalité de traitement
C-403/99	4 octobre 2001	République italienne / Commission des Communautés européennes	Politique agricole commune Régime agromonétaire de l'euro Mesures transitoires pour l'introduction de l'euro Règlement (CE) n° 2813/98 de la Commission
C-80/99, C-81/99 et C-82/99 jointes	9 octobre 2001	Ernst-Otto Flemmer et Renate Christoffel / Conseil de l'Union européenne et Commission des Communautés européennes  Marika Leitensdorfer / Bundesanstalt für Landwirtschaft und Ernährung	R e s p o n s a b i l i t é extracontractuelle Producteurs de lait Engagement de non- commercialisation Exclusion du régime des quotas laitiers I n d e m n i s a t i o n S u b s t i t u t i o n I n d e m n i s a t i o n forfaitaire par contrat Règlement (CEE) n° 2187/93 Juridiction compétente Droit applicable
C-457/99	11 octobre 2001	Commission des Communautés européennes / République hellénique	Manquement d'État Directive 95/69/CE Alimentation animale Non-transposition
C-228/99	8 novembre 2001	Silos e Mangimi Martini SpA / Ministero delle Finanze	Organisation commune des marchés R e s t i t u t i o n s à l'exportation S u p p r e s s i o n Interprétation et validité des règlements (CE) n°s 1521/95 et 1576/95 Défaut de motivation

Affaire	Date	Parties	Objet
C-277/98	13 novembre 2001	République française / Commission des Communautés européennes	Apurement des comptes du FEOGA Exercice 1994 Prélèvement supplémentaire sur le lait Litiges entre redevables et autorités nationales compétentes P r o c é d u r e s contentieuses nationales Corrections négatives supportées par les États membres à concurrence des prélèvements supplémentaires non encore recouvrés
C-147/99	22 novembre 2001	République italienne / Commission des Communautés européennes	FEOGA Apurement des comptes Blé dur non éligible Quantités manquantes en stock R é v o c a t i o n d e l'agrément aux entreprises de conditionnement d'huile d'olive Gestion et contrôles inadéquats des primes ovine et caprine
C-146/99	27 novembre 2001	République italienne / Commission des Communautés européennes	FEOGA Apurement des comptes Tomates Prix minimal payable aux producteurs
C-269/99	6 décembre 2001	Carl Kühne GmbH & Co. KG e.a. / Jütro Konservenfabrik GmbH & Co. KG	Produits agricoles et denrées alimentaires I n d i c a t i o n s géographiques et appellations d'origine Procédure simplifiée d'enregistrement Protection de la d é n o m i n a t i o n «Spreewälder Gurken»
C-373/99	6 décembre 2001	République hellénique / Commission des Communautés européennes	FEOGA Apurement des comptes Exercice 1995 Fruits et légumes Cultures arables
C-148/00	6 décembre 2001	Commission des Communautés européennes / République italienne	Manquement d'État Non-transposition de la directive 98/51/CE
C-166/00	6 décembre 2001	Commission des Communautés européennes / République hellénique	Manquement d'État Non-transposition des directives 97/41/CE, 98/51/CE et 98/67/CE
C-317/99	13 décembre 2001	Kloosterboer Rotterdam BV / Minister van Landbouw, Natuurbeheer en Visserij	Droits additionnels à l'importation Validité de l'article 3 du r è g l e m e n t ( C E ) n° 1484/95

Affaire	Date	Parties	Objet
C-1/00	13 décembre 2001	Commission des Communautés européennes / République française	Manquement d'État Refus de mettre fin à l'embargo sur la viande bovine britannique
C-93/00	13 décembre 2001	Parlement européen / Conseil de l'Union européenne	Règlement (CE) n° 2772/1999 Système d'étiquetage de la viande bovine Compétence du Conseil
C-131/00	13 décembre 2001	Ingemar Nilsson / Länsstyrelsen i Norrbottens län	Politique agricole commune Règlement (CEE) n° 3508/92 Règlement (CEE) n° 3887/92 Système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires Modalités d'application Registre des animaux non tenu à jour par l'exploitant Sanctions

## AIDES D'ÉTAT

C-99/98	15 février 2001	République d'Autriche / Commission des Communautés européennes	Recours en annulation Projet d'aide étatique dans le secteur des semi-conducteurs de puissance Notification à la Commission Contenu de la notification et des questions supplémentaires posées par la Commission Nature et durée du délai d'investigation Droit d'opposition de la Commission Article 93, paragraphe 3, du traité CE (devenu article 88, paragraphe 3, CE)
---------	-----------------	--	--

Affaire	Date	Parties	Objet
C-379/98	13 mars 2001	PreussenElektra AG / Schleswig AG	Électricité Sources d'énergie renouvelables Réglementation nationale imposant à des entreprises d'approvisionnement en électricité une obligation d'achat d'électricité à des prix minimaux et répartissant les charges en découlant entre ces entreprises et les entreprises d'exploitation de réseaux en amont Aide d'État Compatibilité avec la libre circulation des marchandises
C-17/99	22 mars 2001	République française / Commission des Communautés européennes	Aides au sauvetage et à la restructuration Procédure d'examen des aides d'État Omission d'adresser à l'État membre une injonction de communiquer les i n f o r m a t i o n s nécessaires
C-261/99	22 mars 2001	Commission des Communautés européennes / République française	Manquement d'État A i d e d ' É t a t incompatible avec le marché commun R é c u p é r a t i o n Absence d'impossibilité absolue d'exécution
C-204/97	3 mai 2001	République portugaise / Commission des Communautés européennes	Aides aux producteurs de vins de liqueur et d'eaux-de-vie Aides accordées par la République française dans le contexte d'une augmentation de taxes nationales
C-378/98	3 juillet 2001	Commission des Communautés européennes / Royaume de Belgique	Manquement d'État Aides d'État Article 93, paragraphe 2, deuxième alinéa, du traité CE (devenu article 88, paragraphe 2, deuxième alinéa, CE) Obligation de récupérer les aides accordées dans le cadre des opérations Maribel bis et Maribel ter Impossibilité d'exécution

Affaire	Date	Parties	Objet
C-400/99	9 octobre 2001	République italienne / Commission des Communautés européennes	Recours en annulation Aides d'État Aides à une entreprise de transport maritime Contrat de service public Aide existante ou aide nouvelle Ouverture de la procédure prévue à l'article 88, paragraphe 2, CE Obligation de suspension Non-lieu à statuer ou irrecevabilité
C-143/99	8 novembre 2001	Adria-Wien Pipeline GmbH et Wietersdorfer & Peggauer Zementwerke GmbH / Finanzlandsdirektion für Kärnten	Taxe sur l'énergie Remboursement aux seules entreprises productrices de biens corporels Aide d'État
C-53/00	22 novembre 2001	Ferring SA / Agence centrale des organismes de sécurité sociale (ACOSS)	Avantage fiscal octroyé à certaines entreprises Grossistes répartiteurs CECA
C-280/99 P, C-281/99 P et C-282/99 P jointes	21 juin 2001	Moccia Irme SpA, Ferriera Lamifer SpA et Ferriera Acciaieria Casilina SpA / Commission des Communautés européennes	Pourvoi Aides à la sidérurgie Restructuration du secteur sidérurgique
C-390/98	20 septembre 2001	H. J. Banks & Co. Ltd / The Coal Authority et Secretary of State for Trade and Industry	Traité CECA Licences d'extraction de charbon brut Discriminations entre producteurs Charges spéciales Aides d'État Article 4, sous b) et c), du traité Décision n° 3632/93/CECA Code des aides à l'industrie houillère Effet direct Compétences respectives de la Commission et des juridictions nationales

Affaire	Date	Parties	Objet
C-276/99	25 octobre 2001	République fédérale d'Allemagne / Commission des Communautés européennes	Aide d'État octroyée à des entreprises sidérurgiques Demande de restitution d'aides contraires au droit communautaire Obligations des États membres Manquement Procédure introduite alors que le manquement a épuisé tous ses effets CITOYENNETÉ DE L'UNION
C-192/99	20 février 2001	The Queen / Secretary of State for the Home Department, ex parte: Manjit Kaur	Nationalité d'un État membre Déclarations du Royaume-Uni concernant la définition du terme «ressortissant» Citoyen britannique d'outre-mer

## CONCURRENCE

C-163/99	29 mars 2001	République portugaise / Commission des Communautés européennes	Droits exclusifs Gestion des aéroports R e d e v a n c e s d'atterrissage Article 90, paragraphe 3, du traité CE (devenu article 86, paragraphe 3, CE)
C-449/98 P	17 mai 2001	International Express Carriers Conference (IECC) / Commission des Communautés européennes	Pourvoi Décision de rejet de plainte Concurrence Services des postes Repostage
C-450/98	17 mai 2001	International Express Carriers Conference (IECC) / Commission des Communautés européennes	Pourvoi Décisions de rejet de plainte Abus de position dominante Services des postes Repostage

Affaire	Date	Parties	Objet
C-340/99	17 mai 2001	TNT Traco SpA / Poste Italiane SpA e.a.	Articles 86 et 90 du traité CE (devenus articles 82 CE et 86 CE) Services postaux Réglementation nationale soumettant la prestation des services de courrier exprès par des entités n'ayant pas la gestion des services universels au paiement du droit postal normalement appliqué aux services universels Attribution des recettes découlant du paiement dudit droit à l'entité ayant la gestion exclusive des services universels
C-302/99 P et C-308/99 P jointes	12 juillet 2001	Commission des Communautés européennes et République française / Télévision française 1 SA (TF1)	Pourvoi Moyen inopérant Critique de motifs sans influence sur le dispositif attaqué Charge des dépens
C-453/99	20 septembre 2001	Courage Ltd / Bernard Crehan Bernard Crehan / Courage Ltd e.a.	Article 85 du traité CE (devenu article 81 CE) Contrat d'achat exclusif de bière Location de débits de boissons Entente Droit à des dommages et intérêts d'une partie au contrat
C-396/99 et C-397/99 jointes	16 octobre 2001	Commission des Communautés européennes / République hellénique	Manquement d'État Directives 90/388/CEE et 96/2/CE Marché des services de télécommunications Communications mobiles et personnelles
C-429/99	16 octobre 2001	Commission des Communautés européennes / République portugaise	Télécommunications Directives 90/388/CEE et 96/19/CE Téléphonie vocale Services de rappel Portugal Telecom
C-475/99	25 octobre 2001	Firma Ambulanz Glöckner / Landkreis Südwestpfalz	Articles 85, 86 et 90 du traité CE (devenus articles 81 CE, 82 CE et 86 CE) Transport de malades en ambulance Droits spéciaux ou exclusifs Restriction à la concurrence Mission d'intérêt général Justification Incidence sur le commerce entre États membres

Affaire	Date	Parties	Objet
C-221/99	29 novembre 2001	Giuseppe Conte / Stefania Rossi	Honoraires d'architecte Procédure sommaire d'injonction de payer Avis de l'association professionnelle Articles 5 et 85 du traité CE (devenus articles 10 CE et 81 CE)
C-146/00	6 décembre 2001	Commission des Communautés européennes / République française	Télécommunications Financement du service universel Contribution des nouveaux opérateurs

## DROIT DES ENTREPRISES

C-237/99	1 <sup>er</sup> février 2001	Commission des Communautés européennes / République française	Manquement d'État Directive 93/37/CEE Marchés publics de travaux Notion de pouvoir adjudicateur
C-97/00	8 mars 2001	Commission des Communautés européennes / République française	Manquement d'État Non-transposition de la directive 97/52/CE
C-223/99 et C-260/99 jointes	10 mai 2001	Agorà Srl / Ente Autonomo Fiera Internazionale di Milano  Excelsior Snc di Pedrotti Bruna & C. / Ente Autonomo Fiera Internazionale di Milano e.a.	Marchés publics de services Notion de pouvoir adjudicateur Organisme de droit public
C-439/00	21 juin 2001	Commission des Communautés européennes / République française	Manquement d'État Directive 98/4/CE Non-transposition dans le délai prescrit

Affaire	Date	Parties	Objet
C-399/98	12 juillet 2001	Ordine degli Architetti delle Province di Milano e Lodi e.a. / Comune di Milano	Marchés publics de travaux Directive 93 / 37 / C E E Législation nationale permettant au titulaire d'un permis de construire et d'un plan de lotissement approuvé de réaliser directement des ouvrages d'équipement en déduction d'une contribution Législation nationale permettant aux autorités publiques de négocier directement avec un particulier le contenu des actes administratifs qui le concernent
C-19/00	18 octobre 2001	SIAC Construction Ltd / County Council of the County of Mayo	Marchés publics de travaux Attribution à l'offre économiquement la plus avantageuse Critères d'attribution
C-285/99 et C-286/99 jointes	27 novembre 2001	Impresa Lombardini SpA et Impresa Generale di Costruzioni / ANAS Ente nazionale per le strade e.a.  Impresa Ing. Mantovani SpA / ANAS Ente nazionale per le strade e.a.	Directive 93/37/CEE Marchés publics de travaux Attribution des marchés Offres anormalement basses Modalités de justification et d'exclusion appliquées dans un État membre Obligations du pouvoir adjudicateur au titre du droit communautaire

## DROIT INSTITUTIONNEL

C-40/98	16 janvier 2001	Commission des Communautés européennes / Technologie Vetroresina SpA (TVR)	Clause compromissoire Inexécution d'un contrat
C-41/98	16 janvier 2001	Commission des Communautés européennes / Technologie Vetroresina SpA (TVR)	Clause compromissoire Inexécution d'un contrat

Affaire	Date	Parties	Objet
C-315/99 P	10 juillet 2001	Ismeri Europa Srl / Cour des comptes des Communautés européennes	Pourvoi Programmes MED Rapport spécial n° 1/96 de la Cour des comptes Principe du c o n t r a d i c t o i r e Désignation nominative de tiers Nécessité et proportionnalité
C-172/97 OP	2 octobre 2001	SIVU du plan d'eau de la Vallée du Lot / Commission des Communautés européennes	P r o c é d u r e s u r opposition Clause compromissaire Inexécution d'un contrat
C-77/99	11 octobre 2001	Commission des Communautés européennes / Oder- Plan Architektur GmbH e.a.	Clause compromissaire Soutien financier dans le secteur de l'énergie Programme Thermie Inexécution d'un contrat Résiliation Droit au remboursement d'une avance
C-59/99	13 novembre 2001	Commission des Communautés européennes / Manuel Pereira Roldão & Filhos L <sup>da</sup> e.a.	Clause compromissaire Remboursement d'avances payées dans le cadre d'un contrat résilié par la Commission pour non- exécution
C-353/99 P	6 décembre 2001	Conseil de l'Union européenne / Heidi Hautala	Pourvoi Droit d'accès du public aux documents du Conseil Décision 93/731/CE du Conseil Exceptions à l'accès aux documents Protection de l'intérêt public en matière de relations internationales Accès partiel

## ENVIRONNEMENT ET CONSOMMATEURS

C-266/99	8 mars 2001	Commission des Communautés européennes / République française	Manquement d'État Qualité des eaux superficielles destinées à la production d'eau alimentaire Directive 7 5 / 4 4 0 / C E E Conditions de la production d'eau de consommation humaine en Bretagne
C-266/00	8 mars 2001	Commission des Communautés européennes / Grand- duché de Luxembourg	Manquement d'État Directive 91/676/CEE

Affaire	Date	Parties	Objet
C-147/00	15 mars 2001	Commission des Communautés européennes / République française	Manquement d'État Qualité des eaux de baignade Application inadéquate de la directive 76/160/CEE
C-152/98	10 mai 2001	Commission des Communautés européennes / Royaume des Pays-Bas	Manquement d'État Directive 76/464/CEE Pollution du milieu aquatique Non-transposition
C-144/99	10 mai 2001	Commission des Communautés européennes / Royaume des Pays-Bas	Manquement d'État Directive 93/13/CEE Clauses abusives dans les contrats conclus avec les consommateurs Transposition incomplète
C-159/99	17 mai 2001	Commission des Communautés européennes / République italienne	Manquement d'État Directive 79/409/CEE Conservation des oiseaux sauvages Recevabilité
C-230/00	14 juin 2001	Commission des Communautés européennes / Royaume de Belgique	Manquement d'État Non-transposition des directives 75/442/CEE, 76/464/CEE, 80/68/CEE, 84/360/CEE et 85/337/CEE Pollution et nuisances Substances dangereuses Pollution du milieu aquatique Pollution atmosphérique
C-368/00	14 juin 2001	Commission des Communautés européennes / Royaume de Suède	Manquement d'État Qualité des eaux de baignade Application inadéquate de la directive 76/160/CEE
C-67/99	11 septembre 2001	Commission des Communautés européennes / Irlande	Manquement d'État Directive 92/43/CEE Conservation des habitats naturels Conservation de la faune et de la flore sauvages Article 4, paragraphe 1 Liste de sites Informations relatives aux sites
C-71/99	11 septembre 2001	Commission des Communautés européennes / République fédérale d'Allemagne	Manquement d'État Directive 92/43/CEE Conservation des habitats naturels Conservation de la faune et de la flore sauvages Article 4, paragraphe 1 Liste de sites Informations relatives aux sites

Affaire	Date	Parties	Objet
C-220/99	11 septembre 2001	Commission des Communautés européennes / République française	Manquement d'État Directive 92/43/CEE Conservation des habitats naturels Conservation de la faune et de la flore sauvages Article 4, paragraphe 1 Liste de sites Informations relatives aux sites
C-417/99	13 septembre 2001	Commission des Communautés européennes / Royaume d'Espagne	Manquement d'État Directive 96/62/CE Évaluation et gestion de la qualité de l'air ambiant Absence de désignation des autorités compétentes et des organismes chargés de l'application de la directive
C-354/99	18 octobre 2001	Commission des Communautés européennes / Irlande	Manquement d'État Directive 86/609/CEE T r a n s p o s i t i o n incomplète
C-510/99	23 octobre 2001	Procédure pénale contre Xavier Tridon et Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature (Frapna), section Isère	Faune et flore sauvages Espèces menacées d'extinction Application dans la Communauté de la convention de Washington
C-127/99	8 novembre 2001	Commission des Communautés européennes / République italienne	Manquement d'État Mise en oeuvre inadéquate de la directive 91/676/CEE Protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles
C-427/00	13 novembre 2001	Commission des Communautés européennes / Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Manquement d'État Qualité des eaux de baignade Application inadéquate de la directive 76/160/CEE
C-541/99 et C-542/99 jointes	22 novembre 2001	Cape Snc / Idealservice Srl  Idealservice MN RE Sas / OMAI Srl	Article 2, sous b), de la directive 93/13/CEE N o t i o n d e «consommateur» Entreprise concluant un contrat type avec une autre entreprise pour l'acquisition de biens ou de services au bénéfice exclusif de ses propres agents

Affaire	Date	Parties	Objet
C-376/00	11 décembre 2001	Commission des Communautés européennes / République italienne	Manquement d'État Directives 75/439/CEE et 75/442/CEE Rapports nationaux sur la mise en oeuvre Défaut de transmission à la Commission
C-324/99	13 décembre 2001	DaimlerChrysler AG / Land Baden-Württemberg	Environnement Déchets Règlement (CEE) n° 259/93 relatif aux transferts de déchets Conditions justifiant des interdictions ou des restrictions à l'exportation des déchets Réglementation nationale prévoyant l'obligation de proposer les déchets à un organisme agréé
C-481/99	13 décembre 2001	Georg Heininger et Helga Heininger / Bayerische Hypo- und Vereinsbank AG	Protection des consommateurs Démarchage à domicile Droit de révocation Contrat de crédit garanti par une sûreté immobilière

## FISCALITÉ

C-76/99	11 janvier 2001	Commission des Communautés européennes / République française	Manquement d'État Sixième directive TVA Article 13, A, paragraphe 1, sous b) Opérations étroitement liées Notion
C-83/99	18 janvier 2001	Commission des Communautés européennes / Royaume d'Espagne	Manquement d'État Article 12, paragraphe 3, sous a), de la sixième directive TVA Application d'un taux réduit aux péages d'autoroute
C-113/99	18 janvier 2001	Herta Schmid / Finanzlandesdirektion für Wien, Niederösterreich und Burgenland	Directive 69/335/CEE Impôts indirects frappant les rassemblements de capitaux Impôt minimal sur les sociétés de capitaux

Affaire	Date	Parties	Objet
C-150/99	18 janvier 2001	Svenska staten / Stockholm Lindöpark AB  Stockholm Lindöpark AB / Svenska staten	Dispositions fiscales Harmonisation des législations Taxes sur le chiffre d'affaires Système commun de la taxe sur la valeur ajoutée Sixième d i r e c t i v e Exonérations Location de biens immeubles Pratique du sport ou de l'éducation physique
C-429/97	25 janvier 2001	Commission des Communautés européennes / République française	Manquement d'État TVA Huitième d i r e c t i v e Remboursement de la TVA acquittée dans un autre État membre Sixième directive Lieu de la prestation Services de collecte, de tri, de transport et d'élimination de déchets
C-393/98	22 février 2001	Ministério Público, António Gomes Valente / Fazenda Pública	Impositions intérieures Taxe spéciale frappant les véhicules à moteur Véhicules d'occasion
C-408/98	22 février 2001	Abbey National plc / Commissioners of Customs & Excise	TVA Articles 5, paragraphe 8, et 17, paragraphe 2, sous a), et 5, de la sixième directive TVA Transmission d'une universalité de biens Déduction de la taxe acquittée en amont pour les services utilisés par le cédant pour les b e s o i n s d e l a transmission Biens et services utilisés pour les besoins des opérations taxées de l'assujetti
C-276/98	8 mars 2001	Commission des Communautés européennes / République portugaise	Manquement d'État Sixième directive TVA Articles 12 et 28, paragraphe 2 Taux réduit

Affaire	Date	Parties	Objet
C-415/98	8 mars 2001	Lazlo Bakcsi / Finanzamt Fürstenfeldbruck	TVA Articles 2, point 1, 5, paragraphe 6, et 11, A, paragraphe 1, sous a), de la sixième directive TVA Bien d'usage mixte Intégration dans le patrimoine privé ou professionnel de l'assujetti Vente d'un bien d'entreprise Bien d'occasion acheté à un particulier
C-240/99	8 mars 2001	Försäkringsaktiebolaget Skandia (publ)	Sixième directive TVA Exonérations Opérations d'assurance et de réassurance
C-265/99	15 mars 2001	Commission des Communautés européennes / République française	Manquement d'État Article 95 du traité CE (devenu, après modification, article 90 CE) Taxe sur les véhicules à moteur
C-108/00	15 mars 2001	Syndicat des producteurs indépendants (SPI) / Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie	Dispositions fiscales Harmonisation des législations Taxes sur le chiffre d'affaires Système commun de la taxe sur la valeur ajoutée Article 9, paragraphe 2, sous e), deuxième tiret, de la sixième directive TVA Détermination du lieu de rattachement fiscal Prestations de publicité Inclusion des prestations fournies par l'intermédiaire d'un tiers
C-404/99	29 mars 2001	Commission des Communautés européennes / République française	Manquement d'État Sixième directive TVA Base d'imposition Exclusion Taxes de service
C-325/99	5 avril 2001	G. van de Water / Staatssecretaris van Financiën	Dispositions fiscales Harmonisation des législations Droits d'accise Directive 92/12/CEE Exigibilité de l'accise Mise à la consommation de produits soumis à accise Notion Simple détention d'un produit soumis à accise

Affaire	Date	Parties	Objet
C-481/98	3 mai 2001	Commission des Communautés européennes / République française	Manquement d'État Sixième directive TVA Articles 12, paragraphe 3, sous a), et 28, paragraphe 2, sous a) Taux réduit
C-34/99	15 mai 2001	Commissioners of Customs & Excise / Primback Ltd	Taxe sur la valeur ajoutée Sixième directive 77/388/CEE Base d'imposition Vente par un détaillant de marchandises à crédit Crédit sans frais pour l'acheteur accordé par une personne autre que le vendeur Versement par la société de financement au vendeur d'une somme inférieure au prix de la marchandise
C-322/99 et C-323/99 jointes	17 mai 2001	Finanzamt Burgdorf / Hans-Georg Fischer  Finanzamt Düsseldorf-Mettmann / Klaus Brandenstein	Sixième directive TVA Articles 5, paragraphe 6, et 11, A, paragraphe 1, sous b) Prélèvement d'un bien d'entreprise à des fins privées Taxation si le bien ou les éléments le composant ont ouvert droit à déduction de la TVA en amont Notion d'éléments composant le bien prélevé
C-86/99	29 mai 2001	Freemans plc / Commissioners of Customs & Excise	Sixième directive TVA Base d'imposition Ristourne acquise au moment où s'effectue l'opération Réduction de prix après le moment où s'effectue l'opération
C-345/99	14 juin 2001	Commission des Communautés européennes / République française	Manquement d'État TVA Article 17, paragraphes 2 et 6, de la sixième directive TVA Déductibilité de la taxe sur l'acquisition de véhicules affectés à la réalisation d'opérations taxables Limitation aux véhicules affectés exclusivement à l'enseignement de la conduite

Affaire	Date	Parties	Objet
C-40/00	14 juin 2001	Commission des Communautés européennes / République française	Manquement d'État Article 17, paragraphes 2 et 6, de la sixième directive TVA Réintroduction, après la date d'entrée en vigueur de la directive, d'une suppression totale du droit à déduction de la TVA ayant grevé les gazoles utilisés comme carburants pour des véhicules et des engins n'ouvrant pas droit à déduction
C-206/99	21 juin 2001	SONAE Tecnologia de Informação SA / Direcção Geral dos Registos e Notariado	Rassemblement de capitaux Directive 69/335/CEE Droits ayant un caractère rémunérateur Droits d'inscription au registre du commerce
C-380/99	3 juillet 2001	Bertelsmann AG / Finanzamt Wiedenbrück	Sixième directive TVA Article 11, A, paragraphe 1, sous a) Base d'imposition Frais d'expédition de primes en nature
C-262/99	12 juillet 2001	Paraskevas Louloudakis / Elliniko Dimosio	Directive 83/182/CEE Importation temporaire de moyens de transport Franchises fiscales Résidence normale dans un État membre Amende en cas d'importation irrégulière en franchise Principe de proportionnalité Bonne foi
C-16/00	27 septembre 2001	Cibo Participations SA / Directeur régional des impôts du Nord-Pas-de-Calais	Sixième directive TVA Activité économique Immixtion d'un holding dans la gestion de ses filiales Déduction de la TVA grevant les services acquis par le holding dans le cadre d'une prise de participation dans une filiale Perception par le holding de dividendes
C-294/99	4 octobre 2001	Athinaïki Zythopoiia AE / Elliniko Dimosio	Impôt sur les bénéfices des sociétés Sociétés mères et filiales Directive 90/435/CEE Notion de retenue à la source

Affaire	Date	Parties	Objet
C-326/99	4 octobre 2001	Stichting «Goed Wonen» / Staatssecretaris van Financiën	Sixième directive TVA Compétence d'un État membre pour considérer comme biens corporels susceptibles de livraison certains droits réels relatifs à un immeuble Exercice de cette compétence limité au cas où le prix du droit réel est au moins égal à la valeur économique de l'immeuble concerné Affermage et location de biens immeubles Exonérations
C-409/98	9 octobre 2001	Commissioners of Customs & Excise / Mirror Group plc	Sixième directive TVA Exonération de la location de biens immeubles Notion Engagement de devenir locataire
C-108/99	9 octobre 2001	Commissioners of Customs Excise / Cantor Fitzgerald International	Sixième directive TVA Exonération de la location de biens immeubles Notion Prestation de services Reprise d'un bail par un tiers à titre onéreux
C-267/99	11 octobre 2001	Christiane Adam, épouse Urbing / Administration de l'enregistrement et des domaines	Sixième directive TVA Notion de profession libérale Syndic de c o p r o p r i é t é s d'immeubles
C-78/00	25 octobre 2001	Commission des Communautés européennes / République italienne	Manquement d'État Articles 17 et 18 de la sixième directive TVA Remboursement de l'excédent de TVA par la remise de titres d'État Catégorie d'assujettis en situation de crédit d'impôt
C-338/98	8 novembre 2001	Commission des Communautés européennes / Royaume des Pays-Bas	Manquement d'État Articles 17, paragraphe 2, sous a), et 18, paragraphe 1, sous a), de la sixième directive TVA Réglementation nationale permettant à l'employeur de déduire, au titre de la taxe supportée en amont, un certain pourcentage de l'indemnité versée à un e m p l o y é p o u r l'utilisation à des fins professionnelles d'un véhicule privé

Affaire	Date	Parties	Objet
C-184/00	22 novembre 2001	Office des produits wallons ASBL/ État belge	Sixième directive TVA Article 11, A, paragraphe 1, sous a) Base d'imposition S u b v e n t i o n s directement liées au prix
C-235/00	13 décembre 2001	Commissioners of Customs & Excise / CSC Financial Services Ltd	Sixième directive TVA Article 13, B, sous d), point 5 Opérations exonérées Opérations portant sur les titres N é g o c i a t i o n Fourniture d'un service dit de «call center»

## LIBERTÉ D'ÉTABLISSEMENT

C-493/99	25 octobre 2001	Commission des Communautés européennes / République fédérale d'Allemagne	Manquement d'État Articles 52 et 59 du traité CE (devenus, après modification, articles 43 CE et 49 CE) Législation nationale en matière de mise à disposition de main-d'oeuvre dans l'industrie du bâtiment E x c l u s i o n d e s e n t r e p r i s e s n e participant pas à une convention collective du secteur et ne disposant pas d'un établissement dans l'État membre de la prestation de services Proportionnalité L I B R E CIRCULATION DES CAPITAUX
C-464/98	11 janvier 2001	Westdeutsche Landesbank Girozentrale / Friedrich Stefan	R é g l e m e n t a t i o n nationale interdisant l'inscription des hypothèques en monnaie étrangère Violation de cette interdiction avant l'entrée en vigueur du droit communautaire en A u t r i c h e Interprétation de l'article 73 B du traité CE (devenu article 56 CE) Incidence du droit communautaire sous la forme d'une régularisation de l'inscription

Affaire	Date	Parties	Objet
C-178/99	14 juin 2001	Doris Salzmann	Inscription au livre foncier des transactions immobilières Activité administrative et non juridictionnelle Incompétence de la Cour

## LIBRE CIRCULATION DES MARCHANDISES

C-1/99	11 janvier 2001	Kofisa Italia Srl / Ministro delle Finanze e.a.	Compétence de la Cour Législation nationale reprenant des dispositions communautaires Code des douanes communautaire Recours Caractère obligatoire des deux phases du recours Sursis à l'exécution d'une décision des autorités douanières
C-226/99	11 janvier 2001	Siples Srl / Ministro delle Finanze e.a.	Code des douanes communautaire Recours Sursis à l'exécution d'une décision des autorités douanières
C-66/99	1 <sup>er</sup> février 2001	D. Wandel GmbH / Hauptzollamt Bremen	Code des douanes communautaire et règlement d'application Naissance de la dette douanière à l'importation Moment pertinent Notion de soustraction à la surveillance douanière d'une marchandise passible de droits à l'importation Présentation de certificats d'origine Effet

Affaire	Date	Parties	Objet
C-230/99	15 février 2001	Commission des Communautés européennes / République française	Manquement d'État Violation de l'article 30 du traité CE (devenu, après modification, article 28 CE) Réglementation nationale relative aux matériaux et objets en caoutchouc au contact des denrées, produits et boissons alimentaires Reconnaissance mutuelle Défaut de mise en demeure régulière Irrecevabilité du recours
C-187/99	22 février 2001	Fazenda Pública / Fábrica de Queijo Eru Portuguesa L <sup>da</sup>	Régime du perfectionnement actif Règlement (CEE) n° 1999/85 Taux de rendement de l'opération de perfectionnement Autorisation délivrée par l'autorité douanière compétente Possibilité pour cette autorité de modifier unilatéralement le taux de rendement
C-405/98	8 mars 2001	Konsumentombudsmannen (KO) / Gourmet International Products AB (GIP)	Articles 30 et 36 du traité CE (devenus, après modification, articles 28 CE et 30 CE) Libre prestation des services Articles 56 et 59 du traité CE (devenus, après modification, articles 46 CE et 49 CE) Législation suédoise sur la publicité pour les boissons alcooliques Modalités de vente Mesure d'effet équivalent à une restriction quantitative Justification par la protection de la santé
C-201/99	5 avril 2001	Deutsche Nchimmen GmbH / Hauptzollamt Düsseldorf	Tarif douanier commun Positions tarifaires Classement dans la nomenclature combinée Récepteurs de télédiffusion par satellite
C-123/00	5 avril 2001	Procédure pénale contre Christina Bellamy et English Shop Wholesale SA	Mesures d'effet équivalent Commercialisation du pain Publicité pour les denrées alimentaires

Affaire	Date	Parties	Objet
C-190/00	3 mai 2001	Procédure pénale contre Édouard Balguerie e.a. et Société Balguerie e.a.	Règlement (CEE) n° 4142/87 Régime tarifaire favorable à l'importation de marchandises en raison de leur destination particulière Règlements (CEE) n°s 1517/91, 1431/92 et 1421/93 Suspension des droits autonomes du tarif douanier commun Dattes
C-288/99	10 mai 2001	VauDe Sport GmbH & Co. KG / Oberfinanzdirektion Koblenz	Tarif douanier commun Positions tarifaires Classement dans la nomenclature combinée Porte-bébé
C-463/98	10 mai 2001	Cabletron Systems Ltd / The Revenue Commissioners	Tarif douanier commun Positions tarifaires Classement tarifaire d'appareils utilisés dans un réseau local Classement dans la nomenclature combinée Validité des règlements (CE) n°s 1638/94 et 1165/95
C-119/99	17 mai 2001	Hewlett Packard BV / Directeur général des douanes et droits indirects	Tarif douanier commun Nomenclature combinée Classement d'un appareil multifonctionnel combinant les fonctions d'imprimante, de copieur, de télécopieur et assorti d'un scanner informatique Fonction principale Validité du règlement (CE) n° 2184/97
C-479/99	7 juin 2001	CBA Computer Handels- und Beteiligungs GmbH / Hauptzollamt Aachen	Tarif douanier commun Positions tarifaires Classement tarifaire des «cartes son» pour ordinateurs Classement dans la nomenclature combinée Validité des règlements (CE) n°s 1153/97 et 2086/97
C-84/00	14 juin 2001	Commission des Communautés européennes / République française	Manquement d'État Article 30 du traité CE (devenu, après modification, article 28 CE) Commercialisation d'ouvrages en métaux précieux Réglementation relative aux titres admis

Affaire	Date	Parties	Objet
C-30/99	21 juin 2001	Commission des Communautés européennes / Irlande	Métaux précieux Poinçon obligatoire
C-398/98	25 octobre 2001	Commission des Communautés européennes / République hellénique	Manquement d'État Article 30 du traité CE (devenu, après modification, article 28 CE) Maintien obligatoire de stocks de sécurité de produits pétroliers

## LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES

C-162/99	18 janvier 2001	Commission des Communautés européennes / République italienne	Manquement d'État Libre circulation des travailleurs Liberté d'établissement Dentistes Condition de résidence
C-108/96	1 <sup>er</sup> février 2001	Procédure pénale contre Dennis Mac Quen, Derek Pouton, Carla Godts, Youssef Antoun et Grandvision Belgium SA	Interprétation des articles 5 du traité CE (devenu article 10 CE) ainsi que 30, 52 et 59 du traité CE (devenus, après modification, articles 28 CE, 43 CE et 49 CE) Législation nationale interdisant aux opticiens de procéder à certains examens optiques Législation nationale restreignant la commercialisation d'appareils permettant de procéder à certains examens optiques qui sont réservés aux seuls ophtalmologues
C-52/99 et C-53/99 jointes	22 février 2001	Office national des pensions (ONP) / Gioconda Camarotto e.a.	Règlement (CEE) n° 1408/71 du Conseil, tel que modifié par le règlement (CEE) n° 1248/92 Sécurité sociale Assurance vieillesse et décès Calcul des prestations Modification des règles de calcul

Affaire	Date	Parties	Objet
C-397/98 et C-410/98 jointes	8 mars 2001	Metallgesellschaft Ltd e.a. / Commissioners of Inland Revenue et HM Attorney General  Hoechst AG, Hoechst (UK) Ltd / Commissioners of Inland Revenue et HM Attorney General	Liberté d'établissement Libre circulation des capitaux Paiement anticipé de l'impôt sur les sociétés au titre des bénéfices distribués par une filiale à sa société mère Société mère ayant son siège dans un autre État membre Violation du droit communautaire Action en restitution ou action en réparation Intérêts
C-68/99	8 mars 2001	Commission des Communautés européennes / République fédérale d'Allemagne	Manquement d'État Liberté d'établissement Liberté de prestation des services Sécurité sociale Règlement (CEE) n° 1408/71 Financement de la sécurité sociale des artistes et des journalistes indépendants Contribution perçue auprès des entreprises qui commercialisent les travaux d'artistes et de journalistes, calculée sur la base des rémunérations versées à ceux-ci Prise en compte des rémunérations des artistes et des journalistes soumis à la législation de sécurité sociale d'un autre État membre
C-215/99	8 mars 2001	Friedrich Jauch / Pensionsversicherung s- anstalt der Arbeiter	Sécurité sociale des travailleurs migrants Régime autrichien de prévoyance contre le risque de dépendance Qualification des prestations et licéité de la condition de résidence au regard du règlement (CEE) n° 1408/71
C-444/98	15 mars 2001	R. J. de Laat / Bestuur van het Landelijk instituut sociale verzekeringen	Sécurité sociale des travailleurs migrants Règlement (CEE) n° 1408/71 Travailleur frontalier Chômage partiel Notion

Affaire	Date	Parties	Objet
C-85/99	15 mars 2001	Vincent Offermanns et Esther Offermanns	Règlement (CEE) n° 1408/71 Notion de prestation familiale Législation nationale prévoyant le versement d'avances sur une pension alimentaire due par un travailleur à son enfant mineur Condition de nationalité de l'enfant
C-347/98	3 mai 2001	Commission des Communautés européennes / Royaume de Belgique	Manquement d'État Sécurité sociale Règlement (CEE) n° 1408/71 Article 13, paragraphe 2, sous f) Réglementation d'un État membre prévoyant le prélèvement de cotisations de sécurité sociale sur des prestations de maladie professionnelle dont les bénéficiaires ne résident pas dans cet État et ne sont plus soumis au régime de sécurité sociale de celui-ci
C-389/99	10 mai 2001	Sulo Rundgren	Sécurité sociale Cotisations d'assurance à charge des titulaires de pension ou de rente s'étant établis dans un État membre avant l'entrée en vigueur dans cet État des règlements (CEE) n°s 1408/71 et 1612/68 Droit de l'État de résidence d'imposer des cotisations sur les prestations de vieillesse et d'incapacité de travail payées par un autre État membre Incidence d'un accord en vertu duquel les pays nordiques renoncent mutuellement à tout remboursement de prestations de maladie et de maternité
C-285/00	10 mai 2001	Commission des Communautés européennes / République française	Manquement d'État Non-transposition dans le délai prescrit de la directive 89/48/CEE Reconnaissance des diplômes donnant accès à la profession de psychologue

Affaire	Date	Parties	Objet
C-263/99	29 mai 2001	Commission des Communautés européennes / République italienne	Manquement d'État Liberté d'établissement Libre prestation des services Activité de consultant en matière de circulation des moyens de transport
C-43/99	31 mai 2001	Ghislain Leclere, Alina Deaconescu / Caisse nationale des prestations familiales	Règlements (CEE) n <sup>os</sup> 1408/71 et 1612/68 Allocations luxembourgeoises de maternité, de naissance et d'éducation Condition de résidence Droits d'un titulaire de pension ne résidant pas dans l'État membre compétent au titre de la pension Allocations familiales et prestations familiales Notions de «travailleur» et d'«avantage social»
C-212/99	26 juin 2001	Commission des Communautés européennes / République italienne	Manquement d'État Libre circulation des travailleurs Principe de non-discrimination Anciens lecteurs de langue étrangère Reconnaissance des droits acquis
C-118/00	28 juin 2001	Gervais Larsy / Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants (Inasti)	Règlements (CEE) n <sup>os</sup> 1408/71 et 1248/92 Pensions de vieillesse Règles anticumul I n o p p o s a b i l i t é conformément à un arrêt de la Cour de justice Limitation des effets Violation caractérisée du droit communautaire
C-368/98	12 juillet 2001	Abdon Vanbraekel e.a. / Alliance nationale des mutualités chrétiennes (ANMC)	Sécurité sociale Assurance maladie Articles 22 et 36 du règlement (CEE) n <sup>o</sup> 1408/71 Libre prestation de services Article 59 du traité CE (devenu, après modification, article 49 CE) Frais d'hospitalisation engagés dans un autre État membre Refus d'autorisation ultérieurement déclaré non fondé

Affaire	Date	Parties	Objet
---------	------	---------	-------

## LIBRE PRESTATION DES SERVICES

C-448/99	18 janvier 2001	Commission des Communautés européennes / Grand-duché de Luxembourg	Manquement d'État Directive 97/13/CE
C-165/98	15 mars 2001	Procédure pénale contre André Mazzoleni et Inter Surveillance Assistance SARL	Affectation temporaire de travailleurs pour l'exécution d'un contrat Directive 96/71/CE Salaire minimal garanti
C-283/99	31 mai 2001	Commission des Communautés européennes / République italienne	Manquement d'État Libre circulation des travailleurs Liberté d'établissement Libre prestation des services Activités de sécurité privée Entreprises de sécurité privée et gardes particuliers assermentés Condition de nationalité
C-191/99	14 juin 2001	Kvaerner plc / Staatssecretaris van Financiën	Assurances non vie Directive 88/357/CEE Notions d'établissement et d'État où le risque est situé
C-207/00	14 juin 2001	Commission des Communautés européennes / République italienne	Manquement d'État Non-transposition de la directive 97/36/CE modifiant la directive 89/552/CEE Coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres relatives à l'exercice d'activités de radiodiffusion télévisuelle
C-119/00	21 juin 2001	Commission des Communautés européennes / Grand-duché de Luxembourg	Manquement d'État Non-transposition de la directive 97/36/CE modifiant la directive 89/552/CEE Coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres relatives à l'exercice d'activités de radiodiffusion télévisuelle

Affaire	Date	Parties	Objet
C-297/00	3 juillet 2001	Commission des Communautés européennes / Grand-duché de Luxembourg	Manquement d'État Directive 98/35/CE Formation des gens de mer Non-transposition dans le délai prescrit
C-157/99	12 juillet 2001	B. S. M. Smits, épouse Geraets / Stichting Ziekenfonds VGZ  H. T. M. Peerbooms / Stichting CZ Groep Zorgverzekeringen	Articles 59 du traité CE (devenu, après modification, article 49 CE) et 60 du traité CE (devenu article 50 CE) Assurance maladie Système de prestations en nature Conventionnement Frais d'hospitalisation engagés dans un autre État membre Autorisation préalable Critères Justifications
C-254/00	11 octobre 2001	Commission des Communautés européennes / Royaume des Pays-Bas	Manquement d'État Non-transposition dans le délai prescrit de la directive 95/47/CE Utilisation de normes pour la transmission de signaux de télévision
C-49/98, C-50/98, C-52/98, C-53/98, C-54/98, C-68/98, C-69/98, C-70/98 et C-71/98 jointes	25 octobre 2001	Finalarte Sociedade de Construção L <sup>da</sup> / Urlaubs- und Lohnausgleichskasse der Bauwirtschaft	Libre prestation des services Détachement temporaire pour l'exécution d'un contrat Congés payés et pécule de vacances
C-202/99	29 novembre 2001	Commission des Communautés européennes / République italienne	Manquement d'État Directive 78/687/CEE Maintien d'une seconde filière de formation donnant accès à la profession de dentiste Maintien de la possibilité d'une double inscription à l'ordre des médecins et à l'ordre des dentistes pour les médecins visés à l'article 19 de la directive 78/686/CEE
C-17/00	29 novembre 2001	François De Coster / Collège des bourgmestres et échevins de Watermael-Boitsfort	Notion de «juridiction nationale» Libre prestation des services Taxe communale sur les antennes paraboliques Entrave à la réception de programmes télévisés diffusés par satellite

Affaire	Date	Parties	Objet
---------	------	---------	-------

## POLITIQUE COMMERCIALE

C-239/99	15 février 2001	Nachi Europe GmbH / Hauptzollamt Krefeld	Défense contre les pratiques de dumping Article 1 <sup>er</sup> , point 2, du règlement (CEE) n° 2849/92 Modification du droit antidumping définitif sur les importations de roulements à billes originaires du Japon dont le plus grand diamètre extérieur excède 30 millimètres Renvoi préjudiciel en appréciation de validité Défaut d'introduction d'un recours en annulation contre le règlement par le requérant au principal
C-76/98 P et C-77/98 P jointes	3 mai 2001	Ajinomoto Co., Inc. et The NutraSweet Company / Conseil de l'Union européenne et Commission des Communautés européennes	Pourvoi Dumping Valeur normale Existence d'un brevet sur le marché intérieur de l'exportateur Incidence d'une prétendue illégalité du règlement instituant un droit antidumping provisoire sur la légalité du règlement instituant un droit antidumping définitif
C-110/97	22 novembre 2001	Royaume des Pays-Bas / Conseil de l'Union européenne	Régime d'association des pays et territoires d'outre-mer Importation de riz originaire des pays et territoires d'outre-mer Mesures de sauvegarde Règlement (CE) n° 304/97 Recours en annulation
C-301/97	22 novembre 2001	Royaume des Pays-Bas / Conseil de l'Union européenne	Régime d'association des pays et territoires d'outre-mer Importation de riz originaire des pays et territoires d'outre-mer Mesures de sauvegarde Règlement (CE) n° 1036/97 Recours en annulation

Affaire	Date	Parties	Objet
C-451/98	22 novembre 2001	Antillean Rice Mills NV / Conseil de l'Union européenne	Régime d'association des pays et territoires d'outre-mer Importation de riz originaire des pays et territoires d'outre-mer Mesures de sauvegarde Règlement (CE) n° 304/97 Recours en annulation Irrecevabilité
C-452/98	22 novembre 2001	Nederlandse Antillen / Conseil de l'Union européenne	Régime d'association des pays et territoires d'outre-mer Importation de riz originaire des pays et territoires d'outre-mer Mesures de sauvegarde Règlement (CE) n° 1036/97 Recours en annulation Irrecevabilité

## POLITIQUE DE LA PÊCHE

C-120/99	25 octobre 2001	République italienne / Conseil de l'Union européenne	Politique agricole commune Thon rouge Règlement (CE) n° 49/1999 Motivation Total admissible des captures (TAC) Répartition du TAC entre les États membres Principe de la stabilité relative Constatation des données de base Situation économique complexe Pouvoir d'appréciation Convention internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique Adhésion de la Communauté Influence sur la répartition du TAC entre les États membres Principe de non-discrimination
----------	-----------------	--	--

## POLITIQUE INDUSTRIELLE

Affaire	Date	Parties	Objet
C-460/00	25 octobre 2001	Commission des Communautés européennes / République hellénique	Manquement d'État Directive 96/48/CE Interopérabilité du système ferroviaire transeuropéen à grande vitesse
C-79/00	13 décembre 2001	Telefónica de España SA / Administración General del Estado	Directive 97/33/CE Télécommunications Interconnexion des réseaux Obligations imposées aux organismes fournissant des réseaux
C-372/00	13 décembre 2001	Commission des Communautés européennes / Irlande	Manquement d'État Directive 96/48/CE Interopérabilité du système ferroviaire transeuropéen à grande vitesse

## POLITIQUE SOCIALE

C-413/98	25 janvier 2001	Directora-Geral do Departamento para os Assuntos do Fundo Social Europeu (DAFSE) / Frota Azul-Transportes e Turismo L <sup>da</sup>	Fonds social européen Certification factuelle et comptable Pouvoir de certification Limites
C-172/99	25 janvier 2001	Oy Liikenne Ab / Pekka Liskojärvi et Pentti Juntunen	Directive 77/187/CEE Maintien des droits des travailleurs en cas de transfert d'entreprise Directive 92/50/CEE Marchés publics de services Services de transport public non maritime
C-350/99	8 février 2001	Wolfgang Lange / Georg Schünemann GmbH	Directive 91/533/CEE du Conseil, du 14 octobre 1991, relative à l'obligation de l'employeur d'informer le travailleur des conditions applicables au contrat ou à la relation de travail Durée de travail journalière ou hebdomadaire normale Règles applicables à la prestation d'heures supplémentaires Régime de preuve

Affaire	Date	Parties	Objet
C-62/99	29 mars 2001	Betriebsrat der bofrost* Josef H. Boquoi Deutschland West GmbH & Co. KG / Bofrost* Josef H. Boquoi Deutschland West GmbH & Co. KG	Demande de décision préjudicielle Article 11, paragraphes 1 et 2, de la directive 94/45/CE Informations à rendre disponibles par les entreprises sur demande Informations visant à établir l'existence d'une entreprise qui exerce le contrôle au sein d'un groupe d'entreprises de dimension communautaire
C-473/99	14 juin 2001	Commission des Communautés européennes / République d'Autriche	Manquement d'État Directive 95/30/CE Protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à des agents biologiques au travail Non-transposition dans le délai prescrit
C-173/99	26 juin 2001	The Queen / Secretary of State for Trade and Industry, ex parte: Broadcasting, Entertainment, Cinematographic and Theatre Union (BECTU)	Protection de la sécurité et de la santé des travailleurs Directive 93/104/CE Droit au congé annuel payé Condition d'ouverture du droit imposée par une réglementation nationale Accomplissement d'une période d'emploi minimale auprès d'un même employeur
C-381/99	26 juin 2001	Susanna Brunnhofer / Bank der österreichischen Postsparkasse AG	Égalité de rémunération entre travailleurs masculins et travailleurs féminins Conditions d'application Différence de rémunération Notions de «même travail» et de travail de «valeur égale» Classement dans la même catégorie professionnelle par une convention collective Charge de la preuve Justification objective d'une inégalité de rémunération Qualité du travail fourni par un travailleur donné
C-438/99	4 octobre 2001	Maria Luisa Jiménez Melgar / Ayuntamiento de Los Barrios	Protection des femmes enceintes Directive 92/85/CEE Article 10 Effet direct et portée Licenciement Contrat de travail à durée déterminée

Affaire	Date	Parties	Objet
C-109/00	4 octobre 2001	Tele Danmark A/S / Handels- og Kontorfunktionærernes Forbund i Danmark (HK)	Égalité de traitement entre hommes et femmes Article 5, paragraphe 1, de la directive 76/207/CEE Article 10 de la directive 92/85/CEE Licenciement d'une travailleuse enceinte Contrat de travail à durée déterminée
C-133/00	4 octobre 2001	J. R. Bowden, J. L. Chapman et J. J. Doyle / Tuffnells Parcels Express Ltd	Aménagement du temps de travail Directive 93/104/CE Article 1 <sup>er</sup> , paragraphe 3 Champ d'application Transports routiers
C-379/99	9 octobre 2001	Pensionskasse für die Angestellten der Barmer Ersatzkasse VVaG / Hans Menauer	Égalité des rémunérations entre travailleurs masculins et travailleurs féminins Pensions professionnelles Caisse de pensions chargée d'exécuter les obligations de l'employeur quant à l'octroi d'une pension complémentaire Pension de survivant
C-110/00	11 octobre 2001	Commission des Communautés européennes / République d'Autriche	Manquement d'État Directive 97/59/CE
C-111/00	11 octobre 2001	Commission des Communautés européennes / République d'Autriche	Manquement d'État Directive 97/65/CE
C-441/99	18 octobre 2001	Riksskatteverket / Soghra Gharehveran	Directive 80/987/CEE Rapprochement des législations des États membres relatives à la protection des travailleurs salariés en cas d'insolvabilité de l'employeur Portée de l'exclusion relative à la Suède prévue au point G de la section I de l'annexe de la directive Désignation de l'État comme débiteur de l'obligation de paiement des créances de rémunération garanties Incidence sur l'effet de la directive 80/987

Affaire	Date	Parties	Objet
C-49/00	15 novembre 2001	Commission des Communautés européennes / République italienne	Manquement d'État T r a n s p o s i t i o n incomplète de la directive 89/391/CEE Sécurité et santé des travailleurs
C-424/99	27 novembre 2001	Commission des Communautés européennes / République d'Autriche	Manquement d'État Directive 89/105/CEE Notion de «liste positive» au sens de l'article 6 de la directive 89/105 Délai d'examen d'une demande d'inscription d'un médicament sur ladite liste Obligation de prévoir un recours judiciaire en cas de refus
C-366/99	29 novembre 2001	Joseph Griesmar / Ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Ministre de la Fonction publique, de la Réforme de l'État et de la Décentralisation	Égalité de traitement entre hommes et femmes Applicabilité de l'article 119 du traité CE (les articles 117 à 120 du traité CE ont été remplacés par les articles 136 CE à 143 CE) ou de la directive 79/7/CEE Régime français des pensions civiles et militaires de retraite Bonification pour enfants réservée aux fonctionnaires f é m i n i n s Admissibilité eu égard à l'article 6, paragraphe 3, de l'accord sur la politique sociale ou aux dispositions de la directive 79/7/CEE
C-206/00	13 décembre 2001	Henri Mouflin / Recteur de l'académie de Reims	Renvoi préjudiciel Politique sociale Égalité de traitement entre hommes et femmes Applicabilité de l'article 119 du traité CE (les articles 117 à 120 du traité CE ont été remplacés par les articles 136 CE à 143 CE) ou de la directive 79/7/CEE Régime français des pensions civiles et militaires de retraite Droit à une pension de retraite à jouissance immédiate réservé aux seuls fonctionnaires de sexe féminin

Affaire	Date	Parties	Objet
---------	------	---------	-------

## PRINCIPES DU DROIT COMMUNAUTAIRE

C-184/99	20 septembre 2001	Rudy Grzelczyk / Centre public d'aide sociale d'Ottignies-Louvain-la-Neuve	Articles 6, 8 et 8 A du traité CE (devenus, après modification, articles 12 CE, 17 CE et 18 CE) Directive 93/96/CEE du Conseil Droit de séjour des étudiants Législation nationale garantissant un minimum de moyens d'existence, dit «minimex», aux seuls nationaux et aux personnes bénéficiant de l'application du règlement (CEE) n° 1612/68 Étudiant étranger ayant gagné sa vie pendant les premières années d'études
----------	-------------------	--	---

## PROCÉDURE

C-472/99	6 décembre 2001	Clean Car Autoservice GmbH / Stadt Wien, Republik Österreich	Article 234 CE Dépens des parties au principal Article 104, paragraphe 5, du règlement de procédure de la Cour
----------	-----------------	--	---

## PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

C-383/99 P	20 septembre 2001	Procter & Gamble Company / Office de l'harmonisation dans le marché intérieur (marques, dessins et modèles)	Pourvoi Recevabilité M a r q u e communautaire Règlement (CE) n° 40/94 Motif absolu d e r e f u s d'enregistrement Caractère distinctif Marques composées exclusivement de signes ou d'indications descriptifs Syntagme Baby-dry
------------	-------------------	---	--

## RAPPROCHEMENT DES LÉGISLATIONS

Affaire	Date	Parties	Objet
C-370/99	11 janvier 2001	Commission des Communautés européennes / Irlande	Manquement d'État Directive 96/9/CE Non-transposition dans le délai prescrit
C-151/00	18 janvier 2001	Commission des Communautés européennes / République française	Manquement d'État Directive 97/66/CE Traitement des données à caractère personnel et protection de la vie privée dans le secteur des télécommunications Non-transposition
C-219/99	14 février 2001	Commission des Communautés européennes / République française	Manquement d'État Manquement non contesté Directive 95/16/CE
C-278/99	8 mars 2001	Procédure pénale contre Georgius van der Burg	Normes et réglementation techniques Installations émettrices non agréées Publicité
C-100/00	5 avril 2001	Commission des Communautés européennes / République italienne	Manquement d'État Manquement non contesté Directive 73/23/CEE Chauffe-eau électriques Conditions non prévues par la directive
C-306/98	3 mai 2001	The Queen / Minister of Agriculture, Fisheries and Food et Secretary of State for the Environment, ex parte: Monsanto plc	Directive 91/414/CEE Produits phyto-pharmaceutiques Autorisation de mise sur le marché Examen d'une demande d'autorisation Période transitoire
C-28/99	3 mai 2001	Procédure pénale contre Jean Verdoncek, Ronald Everaert et Édith de Baedts	Directive 89/592/CEE Réglementation nationale relative aux opérations d'initiés Pouvoir des États membres de fixer des dispositions plus rigoureuses Notion de disposition nationale d'application générale

Affaire	Date	Parties	Objet
C-203/99	10 mai 2001	Henning Veedfald / Århus Amtskommune	Directive 85/374/CEE Responsabilité du fait des produits défectueux Exonération de la responsabilité Conditions C-258/99 10 mai 2001 BASF AG / Bureau voor de Industriële Eigendom (BIE) Règlement (CE) n° 1610/96 Produits phytopharmaceutiques C e r t i f i c a t complémentaire de protection
C-169/99	13 septembre 2001	Hans Schwarzkopf GmbH & Co. KG / Zentrale zur Bekämpfung unlauteren Wettbewerbs eV	Article 6, paragraphe 1, sous d), dernière phrase, de la directive 76/768/CEE, telle que modifiée par la directive 93/35/CEE «Impossibilité pratique» justifiant d'inscrire sur le récipient et l'emballage de produits cosmétiques une version abrégée des avertissements obligatoires Indications en neuf langues dans l'intérêt d'une plus grande flexibilité de la distribution des marchandises

Affaire	Date	Parties	Objet
C-517/99	4 octobre 2001	Merz & Krell GmbH & Co.	<p>Marques Article 3, paragraphe 1, sous d), de la première directive 89/104/CEE Motifs de refus ou d'annulation</p> <p>Marques composées exclusivement de signes ou d'indications devenus usuels dans le langage courant ou dans les habitudes loyales et constantes du commerce</p> <p>Nécessité que les signes ou les indications soient devenus usuels pour désigner les produits ou les services pour lesquels la marque est présentée à l'enregistrement</p> <p>Absence de nécessité que les signes ou les indications décrivent directement les propriétés ou caractéristiques des produits ou des services pour lesquels la marque est présentée à l'enregistrement</p>
C-450/00	4 octobre 2001	Commission des Communautés européennes / Grand-duché de Luxembourg	<p>Manquement d'État</p> <p>Non-transposition de la directive 95/46/CE</p>
C-377/98	9 octobre 2001	Royaume des Pays-Bas / Parlement européen et Conseil de l'Union européenne	<p>Annulation Directive 98/44/CE Protection juridique des inventions biotechnologiques</p> <p>Base juridique Article 100 A du traité CE (devenu, après modification, article 95 CE), article 235 du traité CE (devenu article 308 CE) ou articles 130 et 130 F du traité CE (devenus articles 157 CE et 163 CE)</p> <p>Subsidiarité Sécurité juridique Obligations de droit international des États membres</p> <p>Droits fondamentaux Dignité de la personne humaine Principe de collégialité pour les projets législatifs de la Commission</p>

Affaire	Date	Parties	Objet
C-112/99	25 octobre 2001	Toshiba Europe GmbH / Katun Germany GmbH	Publicité comparative Commercialisation de pièces de rechange et de consommables Mention, par un vendeur de pièces de rechange et de consommables non originaux, de numéros d'articles propres aux pièces de rechange et aux consommables originaux Directives 84/450/CEE et 97/55/CE
C-414/99 à C-416/99 jointes	20 novembre 2001	Zino Davidoff SA / A & G Imports Ltd  Levi Strauss & Co. e.a. / Tesco Stores Ltd e.a.  Levi Strauss & Co. e.a. / Costco Wholesale UK Ltd	Marques Directive 89/104/CEE Article 7, paragraphe 1 Épuisement du droit conféré par la marque Mise sur le marché en dehors de l'EEE Importation dans l'EEE Consentement du titulaire de la marque Nécessité d'un consentement exprès ou implicite Loi applicable au contrat Présomption de consentement Inapplicabilité

## RELATIONS EXTÉRIEURES

C-36/98	30 janvier 2001	Royaume d'Espagne / Conseil de l'Union européenne	Base juridique Environnement Décision du Conseil approuvant la convention sur la coopération pour la protection et l'utilisation durable du Danube Article 130 S, paragraphes 1 et 2, du traité CE (devenu, après modification, article 175, paragraphes 1 et 2, CE) Notion de gestion des ressources hydrauliques
---------	-----------------	---	---

Affaire	Date	Parties	Objet
C-33/99	20 mars 2001	Hassan Fahmi et M. Esmoris Cerdeiro- Pinedo Amado / Bestuur van de Sociale Verzekeringsbank	Article 41 de l'accord de coopération CEE-Maroc Article 3 du règlement (CEE) n° 1408/71 Sécurité sociale Article 7 du règlement (CEE) n° 1612/68 Articles 48 et 52 du traité CE (devenus, après modification, articles 39 CE et 43 CE) Libre circulation des personnes Non- discrimination Titulaires d'une pension d'invalidité qui ne résident plus dans l'État membre compétent Modification de la législation en matière de financement des études
C-89/99	13 septembre 2001	Schieving-Nijstad vof e.a. / Robert Groeneveld	Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce Article 50, paragraphe 6, de l'accord TRIPS Interprétation Effet direct Application à une procédure en attente d'une décision lors de l'entrée en vigueur pour l'État concerné Conditions auxquelles un délai est fixé pour l'introduction du recours principal Calcul dudit délai
C-63/99	27 septembre 2001	The Queen / Secretary of State for the Home Department, ex parte Wieslaw Gloszczuk et Elzbieta Gloszczuk	Accord d'association CEE/Pologne Liberté d'établissement Autorisation d'entrée o b t e n u e frauduleusement
C-235/99	27 septembre 2001	The Queen / Secretary of State for the Home Department, ex parte Eleanora Ivanova Kondova	Accord d'association CEE/Bulgarie Liberté d'établissement Autorisation d'entrée o b t e n u e frauduleusement Obligation pour un État membre de réparer le préjudice causé à un particulier se prévalant d'un droit d'établissement directement applicable sur le fondement de l'accord d'association

Affaire	Date	Parties	Objet
C-257/99	27 septembre 2001	The Queen / Secretary of State for the Home Department, ex parte: Julius Barkoci et Marcel Malik	Accord d'association CEE/République tchèque Liberté d'établissement Ressortissants tchèques désireux de s'établir dans un État membre en qualité de travailleurs indépendants
C-268/99	20 novembre 2001	Aldona Malgorzata Jany e.a. / Staatssecretaris van Justitie	Accords d'association Communautés/Pologne et Communautés/République tchèque Liberté d'établissement Notion d'activité économique Inclusion ou non de l'activité de prostitution RESSOURCES PROPRES DES COMMUNAUTÉS
C-253/99	27 septembre 2001	Bacardi GmbH / Hauptzollamt Bremerhaven	Code des douanes communautaire et règlement d'application Remboursement des droits à l'importation Traitement tarifaire favorable Présentation a posteriori d'un certificat d'authenticité Changement du classement tarifaire indiqué dans la déclaration en douane Notion de situation particulière

## SÉCURITÉ SOCIALE DES TRAVAILLEURS MIGRANTS

C-95/99 à C-98/99 et C-180/99 jointes	11 octobre 2001	Mervett Khalil, Issa Chaaban et Hassan Osseili / Bundesanstalt für Arbeit  Mohamad Nasser / Landeshauptstadt Stuttgart  Meriem Addou / Land Nordrhein-Westfalen	Article 51 du traité CEE (devenu article 51 du traité CE, lui-même devenu, après modification, article 42 CE) Article 2, paragraphe 1, du règlement (CEE) n° 1408/71 Apatrides Réfugiés
---------------------------------------	-----------------	---	---

Affaire	Date	Parties	Objet
C-212/00	16 octobre 2001	Salvatore Stallone / Office national de l'emploi (ONEM)	Règlement (CEE) n° 1408/71 Allocation de chômage Condition de cohabitation pour les membres de la famille à charge
C-189/00	25 octobre 2001	Urszula Ruhr / Bundesanstalt für Arbeit	Règlement (CEE) n° 1408/71 Ressortissants de pays tiers Membre de la famille d'un travailleur Droit propre et droit dérivé Chômage

## STATUT DES FONCTIONNAIRES

C-389/98 P	11 janvier 2001	Hans Gevaert / Commission des Communautés européennes	Pourvoi Demande de révision du classement en grade Recours Expiration des délais Fait nouveau Égalité de traitement
C-459/98 P	11 janvier 2001	Isabel Martínez del Peral Cagigal / Commission des Communautés européennes	Pourvoi Demande de révision du classement en grade Recours Expiration des délais Fait nouveau Égalité de traitement
C-273/99 P	6 mars 2001	Bernard Connolly / Commission des Communautés européennes	Pourvoi Procédure disciplinaire Suspension Motivation Faute alléguée Articles 11, 12 et 17 du statut Égalité de traitement
C-274/99 P	6 mars 2001	Bernard Connolly / Commission des Communautés européennes	Pourvoi Procédure disciplinaire Articles 11, 12 et 17 du statut Liberté d'expression Devoir de loyauté Atteinte à la dignité de la fonction
C-122/99 P et C-125/99 P jointes	31 mai 2001	D et Royaume de Suède / Conseil de l'Union européenne	Pourvoi Allocation de foyer Fonctionnaire marié Partenariat enregistré de droit suédois

Affaire	Date	Parties	Objet
C-449/99 P	2 octobre 2001	Banque européenne d'investissement / Michel Hautem	Pourvoi Agents de la Banque européenne d'investissement Licenciement Interprétation du règlement du personnel de la Banque européenne d'investissement Moyen tiré d'une qualification erronée de la nature juridique des faits et d'une erreur de motivation Violation alléguée des règles applicables aux relations entre la Banque européenne d'investissement et son personnel
C-270/99 P	27 novembre 2001	Z / Parlement européen	Pourvoi Procédure disciplinaire Dépassement des délais prévus à l'article 7 de l'annexe IX du statut des fonctionnaires des Communautés européennes
C-340/00 P	13 décembre 2001	Commission des Communautés européennes / Michael Cwik	Pourvoi Article 17, second alinéa, du statut Liberté d'expression Limites Motivation
C-446/00 P	13 décembre 2001	Pascual Juan Cubero Vermurie / Commission des Communautés européennes	Pourvoi Promotion Mobilité TRANSPORTS
C-361/98	18 janvier 2001	République italienne / Commission des Communautés européennes	Règlement (CEE) n° 2408/92 du Conseil Demande en annulation de la décision 98/710/CE de la Commission Répartition du trafic aérien entre les aéroports de Milan «Malpensa 2000»
C-297/99	18 janvier 2001	Procédure pénale contre Skills Motor Coaches Ltd, B. J. Farmer, C. J. Burley et B. Denman	Dispositions sociales dans le domaine des transports par route F e u i l l e s d'enregistrement de l'appareil de contrôle Obligation d'inscrire les temps de travail, les interruptions de conduite et les périodes de repos

Affaire	Date	Parties	Objet
C-205/99	20 février 2001	Asociación Profesional de Empresas Navieras de Líneas Regulares (Analir) e.a. / Administración General del Estado	Libre circulation des services Cabotage maritime Conditions d'octroi et de maintien d'une autorisation administrative préalable Application concomitante des modalités d'imposition d'obligations de service public et de contrat de service public
C-83/00	15 mars 2001	Commission des Communautés européennes / Royaume des Pays-Bas	Manquement d'État Non-transposition de la directive 97/24/CE Éléments ou caractéristiques des véhicules à moteur à deux ou trois roues
C-494/99	5 avril 2001	Commission des Communautés européennes / République hellénique	Manquement d'État Non-transposition de la directive 94/56/CE
C-444/99	10 mai 2001	Commission des Communautés européennes / République italienne	Manquement d'État Directive 92/106/CEE Non-transposition dans le délai prescrit
C-70/99	26 juin 2001	Commission des Communautés européennes / République portugaise	Manquement d'État Transports aériens communautaires Taux de taxes aéroportuaires différents pour les vols nationaux et pour les vols intracommunautaires Libre prestation des services Règlement (CEE) n° 2408/92
C-447/99	4 juillet 2001	Commission des Communautés européennes / République italienne	Manquement d'État Article 59 du traité CE (devenu, après modification, article 49 CE) Règlement (CEE) n° 2408/92 Accès des transporteurs aériens communautaires aux liaisons aériennes intracommunautaires Droits d'embarquement
C-370/00	20 septembre 2001	Commission des Communautés européennes / Irlande	Manquement d'État Non-transposition des directives 96/49/CE et 96/87/CE

Affaire	Date	Parties	Objet
C-468/00	20 septembre 2001	Commission des Communautés européennes / République française	Manquement d'État Directive 96/50/CE Transport de marchandises et de personnes dans la Communauté Harmonisation des conditions d'obtention des certificats nationaux de conduite de bateaux de navigation intérieure Non-transposition dans le délai prescrit
C-107/01	13 décembre 2001	Commission des Communautés européennes / Grand-duché de Luxembourg	Manquement d'État Directive 98/76/CE Non-transposition dans le délai prescrit